

P

SUISSE : Le rapport de Doudou Diène sur le racisme en Suisse fait réagir le Conseil fédéral

Date de parution: Mercredi 28 mars 2007

Auteur: Valérie de Graffenried

DISCRIMINATIONS. Le rapporteur spécial de l'ONU dénonce notamment le manque de stratégie politique pour lutter contre la xénophobie en Suisse. Le Conseil fédéral se défend. Il juge certaines remarques infondées.

Drôle de coïncidence. C'est le jour même où Christoph Blocher, ministre de Justice et police, rencontre des représentants musulmans que Doudou Diène a présenté son rapport sur le racisme en Suisse, à Genève, devant le Conseil des droits de l'homme. Et le rapporteur spécial de l'ONU n'y va pas avec le dos de la cuillère. Pour lui, la Suisse, toujours plus traversée par des relents de racisme et de discriminations, doit «urgemment» faire face à ces courants xénophobes. Et se doter d'une législation nationale complète, dit-il, en pointant du doigt l'«absence de stratégie politique au plus haut niveau».

«Aucune ghettoïsation»

Ce rapport ne fait évidemment pas plaisir au Conseil fédéral. Il le laisse mi-figue mi-raisin alors que la Commission fédérale contre le racisme (CFR) s'empresse de le saluer. Dans un document de 109 pages publié en octobre 2006, le gouvernement suisse faisait déjà savoir qu'il considère son engagement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie comme une «tâche permanente». Mais, «dans une société multiculturelle, il ne suffit pas de lois pour combattre les tendances racistes», y affirme le Conseil fédéral, en réaction au conseil d'élaborer une législation nationale contre le racisme en accord avec les cantons.

S'il dit avoir conscience de la stigmatisation croissante de certaines minorités, le Conseil fédéral souligne que de nombreux efforts pour améliorer leur intégration ont été faits et continueront à être fournis. En clair, le Conseil fédéral ne fait pas acte de contrition. Il réfute même certaines accusations de Doudou Diène qu'il juge infondées. Le Conseil fédéral «a pris note» du rapport, souligne un communiqué diffusé mardi. S'il assure que la Suisse «prend très au sérieux les questions soulevées par Doudou Diène et les suggestions de ce dernier» et qu'elle entend «poursuivre l'intensification de son engagement contre le racisme et la discrimination dans le dialogue avec les instances de l'ONU», le Conseil fédéral souligne aussi «qu'on ne peut pas, à partir de cas particuliers, tirer des conclusions générales quant à l'existence d'une dynamique de racisme et de xénophobie en Suisse».

Devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, Blaise Godet, ambassadeur de Suisse auprès des Nations unies, a de son côté tenu à rappeler que «malgré le pourcentage élevé d'immigrés résidant en Suisse (plus de 20%), l'immigration n'a engendré aucune ghettoïsation, ce qui préserve la population résidant en Suisse d'un phénomène de communautarisme exacerbé et des conflits qui en résultent». Et que «les étrangers sont dans l'ensemble bien intégrés et acceptés par la population suisse, qui a conscience de leur apport culturel et économique».

Doudou Diène n'a pas tout à fait eu cette impression-là. «Normal: il n'a pas compris toutes les subtilités de notre système», glissent certains en coulisses.

Risque de criminalisation

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'intolérance, est venu en Suisse du 9 au 13 janvier 2006. Dans son rapport présenté mardi, il dénonce le fait que les Suisses résistent toujours plus au processus du multiculturalisme en stigmatisant les immigrés extra-européens, critique l'«instrumentalisation politique de la tension identitaire». La place croissante, dans les discours politiques et les médias, de la rhétorique de la défense de l'identité nationale et de la menace de la présence allogène est très inquiétante, soulève-il. Pour lui, l'adoption des nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers risque de favoriser le racisme et criminaliser les demandeurs d'asile et les immigrés.

Le juriste sénégalais déplore également les abus fréquents constatés lors de contrôles de police et l'existence de plates-formes politiques qui utilisent un langage raciste et xénophobe. Et souligne l'ambiguïté du discours du pouvoir politique. Outre l'élaboration d'une législation

nationale, Doudou Diène demande la création d'une institution nationale de promotion des droits de l'homme. Des revendications que la Commission fédérale contre le racisme (CFR), préoccupée par la division de la société suisse au sujet de la lutte contre les discriminations, soutient logiquement. En se sentant un peu seule.

«Blocher n'a pas joué la comédie»

Valérie de Graffenried

Le conseiller fédéral a rencontré mardi des représentants musulmans.

La table ronde a eu lieu. Christoph Blocher a bien rencontré une vingtaine de musulmans mardi après-midi, «pour un échange de vues, principalement sur des questions de sécurité et d'intégration, deux domaines relevant des compétences du Département fédéral de justice et police», souligne le DFJP dans un communiqué. Pas un mot par contre sur le choix des invités, alors que certains musulmans grincent des dents craignant qu'ils ne représentent pas les divers courants de l'islam. Le DFJP se contente de dire qu'il «va maintenant évaluer les résultats de ces discussions et décidera ensuite de la forme sous laquelle le dialogue se poursuivra». En précisant qu'il «ne devrait pas empiéter sur le domaine de compétences des cantons, ni remplacer les contacts qui existent déjà entre des organisations musulmanes et des instances de l'Etat».

Avec cette invitation, Christoph Blocher a voulu montrer qu'il était ouvert au dialogue. «Cette réunion de trois heures était enrichissante», commente Nadia Karmous, une des quatre femmes invitées. «Christoph Blocher n'a pas joué la comédie. Il était à l'écoute, s'est dit conscient des risques de communautarisme et nous a bien précisé qu'il n'assimilait pas automatiquement l'islam à l'intégrisme», ajoute la présidente de l'Association culturelle des femmes musulmanes de Suisse. A la fin de la rencontre, le ministre UDC a sondé ses invités sur l'idée d'organiser un «forum national» sur l'islam. Tous sauf deux ont voté pour. A l'annonce de cette réunion, Pascal Couchepin a accusé Christoph Blocher de faire le jeu du communautarisme. Pour le chef du DFI, la religion n'est, dans le cadre de l'intégration des étrangers, pas un critère qui doit l'emporter sur l'identité nationale. Et l'intégration relève de l'ensemble du Conseil fédéral et pas uniquement du DFJP. Micheline Calmy-Rey a également réagi en ce sens. L'organisation de la rencontre n'a selon les dires de Pascal Couchepin été révélée aux six autres conseillers fédéraux que jeudi dernier et de «manière non officielle», d'où certains énervements. Les ministres en discuteront aujourd'hui lors de leur séance hebdomadaire.

Le dérapage de l'UDC

Valérie de Graffenried

En janvier 2006, l'UDC avait vivement réagi aux premières critiques de Doudou Diène sur la Suisse. Interrogé par le Temps, Roman Jäggi, le porte-parole de l'UDC, avait déclaré pouvoir éventuellement accepter «qu'un représentant de l'ONU nous fasse des critiques puisque nous sommes maintenant membres de l'ONU, mais c'est quand même le comble que ces remarques viennent d'un Sénégalais». Une petite phrase qui a provoqué de vives réactions au sein de la communauté africaine et des services de lutte contre le racisme.

Mais aussi de la part de Moritz Leuenberger, alors président de la Confédération, qui soulignait au Temps : «J'espère que cette déclaration n'a jamais été faite. Autrement, elle serait à condamner avec la plus grande fermeté.» De son côté le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a déclaré «vivement déplorer qu'un porte-parole d'un parti gouvernemental mette en cause la compétence d'un rapporteur des Nations unies en stigmatisant sa personne et sa nationalité». Le Département de l'intérieur, qui chapeaute la Commission fédérale contre le racisme (CFR), a également réagi en ce sens. Ce qu'en dit aujourd'hui Roman Jäggi? «Peu importe l'origine du rapporteur: je critique toutes les interventions de l'extérieur qui menacent notre souveraineté. J'ai par exemple critiqué le commissaire européen Günter Verheugen, qui est Blanc. Mais je continue à penser que les analyses de Doudou Diène ne sont pas bonnes, qu'il a été mal informé et qu'il n'a

quasiment rencontré que des gens de gauche. Le racisme n'est pas si inquiétant que ça en Suisse.»

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch
<http://www.letemps.ch/template/suisse.asp?page=5&article=203629>